

## LE CHAÎNON MANQUANT

*Constats et réflexions sur les congrès communistes depuis 1968*

Cette étude porte sur les congrès du PCF de la fin des années 1960 à aujourd'hui. **Elle se compose de trois parties : une synthèse interprétative, de larges extraits de nos congrès et un extrait de l'intervention de Léon Blum au congrès de Tours pour une mise en perspective.**

### 1. Synthèse interprétative

Vu le temps imparti, cette synthèse s'attache à deux points : notre conception de la transformation sociale (communisme, socialisme, révolution/réformes...) et notre stratégie. Il est des points nodaux qui ne sont pas abordés comme la question de l'Europe, le contenu de nos propositions, la nature des classes... Mais surtout, il faut mesurer que nos congrès sont avant tout surdéterminés par notre rapport aux régimes s'étant réclamé du socialisme et en permanence à nos choix d'alliances électorales. Il est d'ailleurs à noter qu'à l'exception du 22<sup>e</sup> congrès et son abandon de la dictature du prolétariat, nos congrès ne sont perçus à l'extérieur qu'à l'aune de nos choix d'union ou de ruptures avec le PS, de la condamnation ou pas des pays de l'Est ou des enjeux de la composition de la direction. Jamais, nos conceptions de la transformation sont interrogées au-delà des rangs communistes.

On peut dégager deux périodes qui sont à la fois en rupture mais ont aussi de forts éléments de continuité. La première période va de 1968 à 1991, c'est celle de l'élaboration d'une conception révolutionnaire dégagée du modèle soviétique mais inscrite dans un mouvement général de construction du socialisme dont il est fait crédit à l'URSS. La période suivante est celle d'une réflexion sur le communisme, le dépassement du capitalisme en lieu et place du socialisme.

La matrice des années 1970 est à chercher dans le Manifeste dit de Champigny. Élaboré dans le contexte de mai-juin 1968 et la désapprobation de l'intervention du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, il cherche à décrire une conception de la transformation qui ne soit ni celle des réformistes, ni celles de l'extrême-gauche. Elle réaffirme que le socialisme est à l'ordre du jour mais que la transition vers celui-ci doit être préparée par une période de démocratie dite avancée construite sur la base d'un programme commun avec le parti socialiste. La lutte pour les réformes prépare alors le passage au socialisme. La transition vers le socialisme comme le socialisme lui-même sont décrits comme le fruit d'une démarche majoritaire et démocratique. Pour autant, les pays se réclamant du socialisme sont toujours qualifiés ainsi et est maintenue la référence à la dictature du prolétariat même si elle est dite provisoire.

Les congrès qui suivent ne vont faire qu'approfondir cette conception et en pousser la logique jusqu'au bout avec l'abandon de la notion de dictature du prolétariat.

Mais malgré des désaccords exprimés fortement et la condamnation du stalinisme, jamais le PCF ne rompt avec les pays se réclamant du socialisme. Car l'affirmation de l'existence du socialisme malgré ses aspects anti-démocratiques a une fonction bien précise dans le schéma de la transformation décrite à Champigny. Cela permet de relier les luttes, les batailles pour les réformes à une visée qui n'est pas seulement une vision mais un projet en actes. De ce fait, « la démocratie avancée », « le socialisme à la française », « le socialisme autogestionnaire »... s'inscrivent dans une chaîne dont on peut connaître l'aboutissement. Cela donne une grande cohérence et une grande force au projet des communistes français et l'affirmation selon laquelle le PCF ne s'est pas rallié à une « évolution linéaire, graduelle, tranquille, sans à-coups vers le socialisme » est crédible puisqu'il existe quelque part une autre société.

Une grande force sauf, si les atteintes aux Droits de l'Homme, le caractère anti-démocratique de la construction d'une autre société à l'Est se retournent contre ceux qui militent pour l'émancipation.

Mais entre la force d'un projet en actes alternatif au capitalisme et le boulet de la stagnation brejnevienne, impossible de choisir et l'on oscille en permanence entre solidarité et condamnation. L'autre aspect de cette démarche qui se veut majoritaire et démocratique est celle des rapports avec le PS. Ce qui l'emporte largement sur les deux périodes c'est la volonté d'union. Cette volonté a deux fonctions, d'une part crédibiliser la nécessité d'un rassemblement majoritaire et de l'autre inscrire le PCF dans le camp démocratique. Et quand il y a rupture avec le PS comme lors du 23<sup>e</sup> congrès, les avancées conceptuelles comme celle de la priorité donnée à l'union à la base, à l'autogestion, à l'eurocommunisme, il s'agit toujours de « rééquilibrer la gauche dans le bon sens ». Seul le 25<sup>e</sup> congrès s'il reste attaché à la perspective de l'union avec le PS tente d'élaborer une nouvelle voie qui aille au-delà de la gauche. Mais outre son incapacité à intégrer la diversité politique dans les directions ce congrès signe aussi un rapprochement avec l'URSS pour les mêmes raisons fonctionnelles que décrites plus haut mais à un moment où l'URSS est devenue un véritable repoussoir.

Avec la disparition du camp « socialiste », le schéma ne pouvait plus tenir et il a fallu chercher une nouvelle cohérence dont de nombreux aspects sont déjà contenus dans la période antérieure. La réflexion s'est progressivement centrée sur le dépassement du capitalisme (notion qui apparaît au 26<sup>e</sup> congrès en 1987) et le communisme. La critique de la période antérieure a porté sur deux points d'une part la critique d'une vision par étapes et celle des régimes se réclamant du socialisme. Ces critiques sont en fait liées car comme on l'a vu leur articulation était au cœur de notre conception révolutionnaire. Au 29<sup>e</sup> congrès en 1996, nous affirmons par exemple que « Le terme de 'dépassement' correspond à la conception d'un processus de transformation de la société - dont le rythme, la durée dépendent du peuple - qui permette de mettre en cause, jusqu'à les supprimer, l'exploitation, l'aliénation, les dominations, non pas en faisant table rase de la société actuelle, mais en s'appuyant, dans ce combat, sur le développement des acquis, besoins, potentiels de cette société. Nul ne peut prétendre définir à l'avance les constructions politiques et les ruptures par lesquelles cette transformation socialiste s'effectue, au rythme des luttes et des votes du peuple ». Dans le même temps, nos congrès jusqu'au dernier ont cherché à proposer des pistes de réformes, des propositions programmatiques que nous voulons mettre à la disposition des citoyens et du mouvement populaire. C'était déjà le cas dans les années 70, mais nous qualifions ces ensembles de propositions de réformes de « démocratie avancée » ou de « voie démocratique au socialisme ». La crédibilité de cette volonté révolutionnaire s'incarnant alors dans le soutien à des régimes socialistes existant à l'est.

Aujourd'hui, nous n'arrivons pas à donner une qualification qualitative à ces propositions autrement que par les termes vagues de « monde nouveau », de « temps du commun » et pour cause puisque nous avons renoncé à l'idée d'étapes vers le communisme. Notre conception aujourd'hui est celle de la conjugaison permanente des luttes, des constructions politiques, des alliances sans hiérarchie et sans plan pré-établi. Comme il n'y a plus d'étapes dans notre conception de la transformation sociale, nous affirmons que chemin et visée sont indissociables dans le temps, que nos propositions sont à la fois crédibles et qu'elles remettent en question les logiques capitalistes.

On en voit les raisons et les avantages : ne plus s'identifier aux expériences dites socialistes et ne pas corseter le mouvement populaire. Mais cela a aussi des conséquences négatives : lorsqu'il y a acquis, comment l'inscrire dans l'idée de progrès et d'accumulation de points d'appui puisque nous n'avons plus en perspective un projet communiste aux coordonnées définies qui permettrait d'en juger et qui aurait pris la place de notre ancien soutien au camp soviétique. De plus, nous parlons parfois de « dépassement progressif », de « gradualisme »... qui réintroduisent une conception linéaire du changement. Cette contradiction met en relief que nous sommes face à un chaînon manquant dans notre conception de la transformation et dans l'articulation réformes/révolution. Nous sommes tiraillés entre deux conceptions du temps : une immédiateté qui ne permet pas que l'on en mesure les acquis et une linéarité qui peut s'engluer dans une logique d'adaptation.

Enfin, malgré la tentative du Front de Gauche qui a toujours été présenté comme un front parmi d'autres, nous ne nous sommes pas dégagés d'une vision où le cœur restait le rassemblement de

toute la gauche au moment où le parti socialiste sombrait. Cet attachement à l'union de la gauche est un héritage des années 70 mais il s'inscrivait dans l'idée d'un processus et en était un des outils subordonnés à la visée du socialisme incarné par l'URSS. Le rassemblement de toute la gauche sur des contenus transformateurs a fini par devenir en lui-même synonyme de démarche majoritaire car nous sommes orphelins de la définition d'une société post-capitaliste et du chemin crédible pour y aboutir.

Le meilleur des anticipations des années 70 était limité par notre identification au soviétisme. Le meilleur de nos anticipations actuelles est limité par l'absence d'une perspective crédible et d'un imaginaire du passage au post-capitalisme.

Nous avons donc besoin de définir ce que nous entendons par processus révolutionnaire avec ses moments et ses conditions de ruptures et de basculements – le chaînon manquant - sans en exclure d'ailleurs la réversibilité. Sans cet effort, nous risquons d'accumuler les propositions de réformes mais de rester inaudibles et sans véritable perspective mobilisatrice, même utiles au quotidien, nous n'arriverons pas à porter l'espoir et la visée du communisme.

## 2. Extraits

Comité central de décembre 1968, Manifeste dit de Champigny

Dans le contexte de l'après mai 1968 et notre désapprobation de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie

« Une politique sociale avancée implique avant tout que soient progressivement satisfaites les revendications essentielles des masses laborieuses (...) Une telle politique est possible. Mais elle suppose que soit pris un ensemble de mesures destinées à limiter progressivement et systématiquement l'emprise des monopoles sur l'économie nationale, à affaiblir le Capitalisme Monopoliste d'État dans ses moyens économiques et financiers (...) Le développement continu de la démocratie politique et économique que nous voulons pour notre pays favorisera le renforcement des positions de la classe ouvrière dans la société et l'affaiblissement de celles du grand capital. Du même coup, les meilleures conditions seront créées pour que la majorité de notre peuple s'affirme favorable à la transformation socialiste de la société (...) Le socialisme est à l'ordre du jour (...) Les opportunistes de droite nient la nécessité de la révolution socialiste. Ils se contentent en fait de quelques changements dans la politique courante et dans le personnel gouvernemental sans vouloir s'attaquer résolument aux positions du grand capital pour renforcer celles des masses laborieuses (...) Les opportunistes de « gauche » préconisent la conquête d'un « pouvoir à l'usine », d'un pouvoir à l'université », sans jamais poser la question du pouvoir politique. Ou bien, ils affirment qu'à notre époque point n'est besoin de s'occuper d'atteindre des objectifs démocratiques et que le parti ouvrier doit se fixer la tâche d'accomplir tout de suite la révolution socialiste sans transition. Ceux-ci conçoivent la révolution socialiste sans transition. Ceux-là conçoivent la révolution socialiste, le passage du capitalisme au socialisme, comme le résultat d'un coup de force accompli au besoin par des minorités agissantes (...)

C'est pourquoi les communistes n'opposent pas la lutte pour les revendications et pour les réformes au combat pour la révolution socialiste. Si pour les opportunistes la lutte pour les réformes dans les conditions du capitalisme constitue un but en soi, pour les communistes, elle est une partie de la lutte des classes contre le grand capital, pour faire reculer et affaiblir ce dernier sans que soit jamais perdu de vue le but final : le socialisme (...) Certes, personne ne peut dire à l'heure actuelle si le passage au socialisme en France s'effectuera par telle voie ou telle autre, mais les communistes français orientent résolument toute leur activité pour créer les conditions favorables à un passage pacifique au socialisme et ils travaillent à gagner la majorité du peuple à la lutte pour cette perspective. Ils sont résolus à utiliser toutes les possibilités qui s'offrent de réaliser ainsi le socialisme en tenant compte à la fois des particularités, des traditions de la France et des enseignements de l'édification du socialisme dans de nombreux pays (...)

Dans le même texte est affirmé que la classe ouvrière jouera un rôle dirigeant avec un parti communiste d'avant-garde en collaboration avec toutes les forces sociales et politiques sur la base d'un programme commun puis d'une dictature temporaire du prolétariat.

22<sup>e</sup> congrès, 1976, rapport de Georges Marchais

Après la signature du programme commun, le soutien à la candidature de Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle et la condamnation du stalinisme

« Pour faire avancer la démocratie jusqu'au socialisme : deux questions décisives

1<sup>o</sup>) Propriété et gestion

En même temps, parce que nous sommes communistes, nous ne considérons pas que la réalisation du Programme commun constituera un achèvement. Nous voulons développer la démocratie plus avant, nous voulons le socialisme (...) Nous estimons que les « grands moyens de production et d'échange devront devenir dans leur ensemble propriété de la société elle-même. C'est un des fondements de la société socialiste, et il n'y a pas de socialisme si cette condition n'est pas réalisée (...) En premier lieu, nous n'attendons évidemment pas porter atteinte à la propriété personnelle des divers biens de consommation et d'usage, non plus qu'à sa transmission par héritage (...) La propriété sociale revêtira des formes diverses, comme la nationalisation, la propriété coopérative, la propriété municipale, départementale, régionale (...) la petite propriété privée (...) Nous voulons que les entreprises nationalisées disposent de l'autonomie de gestion, que la planification soit élaborée démocratiquement, avec la participation des travailleurs et des usagers ; que la gestion des entreprises soit elle-même démocratique, c'est-à-dire que les travailleurs – ouvriers, employés, ingénieurs et cadres – y participent de plus en plus activement. De même, nous voulons que les communes, les départements, les régions deviennent de véritables centres de décision et de gestion démocratique (...)

2<sup>o</sup>) La dictature du prolétariat

Ce n'est plus la conception des communistes : « (...) la condition décisive du succès c'est l'existence et l'affirmation d'un mouvement populaire suffisamment ample jusqu'à englober une large majorité du peuple, solidement uni autour d'objectifs transformateurs (...) En luttant aujourd'hui pour les transformations démocratiques prévues par le Programme commun, nous offrons la meilleure base au rassemblement des larges masses populaires, capables d'assurer le remplacement du pouvoir des monopoles par un pouvoir démocratique nouveau (...) »

23<sup>e</sup> congrès, 1979, rapport de Georges Marchais

Congrès tenu après la rupture du programme commun, c'est celui du « bilan globalement positif », mais aussi de l'autogestion, de l'Eurocommunisme et de l'abandon de la référence au marxisme-léninisme.

« (...) Nous devons accorder la priorité absolue à l'union dans l'action, à l'union que réalisent, à la base, les luttes des travailleurs et de la population (...) C'est dans le processus démocratique qui fait de chaque position nouvelle conquise par les luttes un point d'appui pour des succès plus grands, pour des luttes plus larges et plus décisives (...) Cela n'a rien à voir avec l'idée d'une évolution linéaire graduelle, tranquille, sans à-coups vers le socialisme, ou avec l'illusion qu'il serait possible d'instaurer des îlots de socialisme dans le cadre du capitalisme. Non. La transformation socialiste exige l'abolition de la domination du capital sur l'économie et sur l'État. Elle suppose donc bien

une rupture avec le système existant, la construction d'un nouveau type de société dans le cadre d'une intense lutte de classe. Mais dans le même temps, il faut prendre en compte le fait que \_ dans les conditions de notre pays et de notre époque - la transformation socialiste doit et peut se réaliser avec l'accord clairement exprimé et la participation active de la majorité de notre peuple (...) plutôt que de se placer dans la perspective d'une rupture du type de celle de la révolution d'Octobre, il faut envisager un processus de rupture, une « suite de luttes de masse » imposant des transformations démocratiques toujours plus poussées qui créeront les conditions d'un passage à un socialisme constituant lui-même l'expression la plus élevée de cette démocratisation (...) Cela veut-il dire que nous renoncions à la perspective de l'union de la gauche, de l'alliance avec le Parti socialiste, y compris au sommet? En aucune manière. Nous considérons que les accords entre nos deux partis sont indispensables, et que ces accords doivent favoriser l'action et non la freiner, qu'ils doivent correspondre au mouvement réel et non le précéder (...) et (...) rééquilibrer la gauche dans le bon sens (...) »

24<sup>e</sup> congrès, 1982, Rapport de Georges Marchais

Dans le contexte de la participation gouvernementale de 1981.

(...) Cette voie démocratique ne doit nourrir aucune illusion- ni pour nous ni pour le mouvement populaire. Le but, c'est de changer la société, c'est d'abolir la domination en tous domaines du capital exploiteur. Il s'agit donc d'une lutte de classe acharnée, d'un affrontement dans lequel les adversaires du changement pèsent et pèseront de tout leur poids pour tremper, obscurcir, dévoyer, menacer, diviser. Notre stratégie n'a donc rien à voir avec la conception chloroformante d'une évolution graduelle, sans à-coups, où il suffirait d'attendre que les électeurs se rendent aux urnes tous les cinq ou sept ans (...) Cantonner le mouvement populaire dans un rôle de soutien passif à un gouvernement qui serait chargé de changer la société à sa place, ce serait mettre les choses à l'envers et se condamner à l'échec. Les transformations ne s'imposeront que grâce à l'intervention, ample, consciente, déterminée de notre peuple (...)

25<sup>e</sup> congrès, rapport de Georges Marchais, 1985,

après le départ des ministres communistes, un mauvais score aux Européennes et les premiers succès du Front national.

Le Nouveau Rassemblement Populaire Majoritaire : « (...) Cette notion est conforme à notre stratégie politique, à notre volonté d'avancer par une voie démocratique, qui est inséparablement celle de l'union et de la lutte, vers un socialisme lui-même démocratique, autogestionnaire (...) Construire un nouveau rassemblement populaire majoritaire exige donc à la fois une grande capacité d'écoute et de prise en compte des besoins populaires immédiats, et un effort sans précédent pour élaborer, populariser, faire soutenir les mesures réellement anti-crise que nous proposons (...) nous considérons qu'il est non seulement nécessaire mais possible de développer des luttes puissantes et larges, diversifiées, et de les faire converger dans un vaste mouvement anti-crise (...) Donner la primauté au mouvement populaire. Comment envisageons-nous d'accéder au pouvoir ? Par la conquête de notre seul parti d'une majorité électorale ? Ce n'est pas ce que dit le projet de résolution. Celui-ci précise je le rappelle, que nous restons prêts « à conclure des accords entre formations politiques, en particulier avec le Parti socialiste, lorsque de tels accords s'avèreront possibles » Dans cet esprit, nous réaffirmons que le « PCF reste fermement partisan de l'union de la gauche » (...) Nous avons le devoir de tirer toutes les leçons de l'expérience, de prendre en considération les phénomènes nouveaux qui marquent l'évolution de la société, en intégrant dans une juste complémentarité mouvement populaire et coopération entre notre parti et d'autres formations politiques, notamment le PS. Et nous proposons de donner la primauté au mouvement populaire (...)

Sur la gauche « (...) ce sont des remarques qui méritent réflexion. Non pas pour conclure que la notion de gauche a disparu, ce qui serait absurde. Mais parce que, comme le précise le projet de résolution « Nous nous donnons pour but un rassemblement populaire d'une telle ampleur qu'il devrait aller bien au-delà des majorités politiques de gauche qui ont existé dans le passé » (...) Nous nous tournons vers les hommes et les femmes qui ne se reconnaissent pas nécessairement dans la notion de « gauche » et qui ont néanmoins de puissantes raisons de prendre leur place dans un mouvement diversifié de luttes pour le progrès économique, social et national. C'est un aspect de la nouveauté de la démarche que nous proposons. »

29<sup>e</sup> congrès, 1996,

premier congrès à faire référence à la mutation, avec en perspective des législatives à brève échéance (1998). Elles auront lieu encore plus tôt en 1997, du fait de la dissolution.

Cité longuement car il apparaît plus que celui de Martigues comme aux fondements des congrès ultérieurs et centré sur des débats qui se poursuivent depuis : dépassement du capitalisme, rassemblement de la gauche, rapport au gouvernement et aux institutions

## **Le communisme**

Notre projet communiste est celui d'une société d'hommes et de femmes libres, associés et égaux. Celui de la promotion et du respect des capacités de chacun, dans une humanité coopérant pour le partage des coûts et des ressources, des savoirs, des informations et des pouvoirs.

Combien de civilisations sont-elles mortes depuis l'aube des temps, faute d'avoir pu ou su relever les nouveaux défis que leur posait leur propre développement? Si nos sociétés ne répondent pas au besoin d'un nouvel essor de la capacité d'intervention des êtres humains sur les décisions essentielles d'utilisation et de partage des ressources, des savoirs et des pouvoirs, c'est la civilisation humaine tout entière qui est en péril.

De nouveaux types de relations humaines se cherchent, entre les générations, entre les hommes et les femmes, entre les peuples. Là où les idées dominantes opposent justice et efficacité, promotion de soi et solidarité, liberté et fraternité, l'idéal communiste trouve sa dynamique. C'est la réalité elle-même qui développe l'exigence et la possibilité d'une société et d'un monde sans chômage, sans dominations, sans précarité, sans injustice, sans violence, sans armes.

Car c'est aujourd'hui que le développement des capacités humaines appelle à des progrès de la civilisation de même ampleur. Aujourd'hui que l'aspiration la plus partagée au sein de notre peuple est d'être enfin entendu et respecté, d'être partie prenante des décisions. Aujourd'hui que l'écologie incite à mieux percevoir qu'on doit impérativement tenir compte des effets des créations et des activités humaines sur le milieu, sous peine de rompre des équilibres indispensables à la vie; qu'une éthique pour le développement de l'humanité, dans un espace dont on découvre mieux la fragilité et les limites, devient une exigence proprement vitale.

Mais le déploiement de ces potentiels, la satisfaction de ces besoins se heurtent aux limites atteintes par un type de développement, celui du capitalisme.

La notion de 'dépassement du capitalisme', utilisée depuis le 26e Congrès de 1987, n'a pas été, le plus souvent, l'objet de remises en cause. Mais elle a suscité parfois des questions: 'Est-ce bien une mise en cause de la société d'exploitation?' Et aussi des désaccords: 'Il ne s'agit pas de dépasser le capitalisme, mais de l'abolir.' Des communistes ont demandé que la question du socialisme démocratique et autogestionnaire, qui figure dans les statuts du PCF, soit traitée. La notion de socialisme désigne tout à la fois un courant de pensée, celui de l'anticapitalisme, vivant en France depuis deux siècles, dont le Parti communiste est partie prenante, une société se concevant comme une transition entre le capitalisme et le communisme, et l'expérience des pays de l'Est. En même temps, il demeure dans l'opinion une valeur importante, symbole de libération et de progrès social, dont le Parti communiste français se réclame également. La conception de la transformation de la société la plus soutenue est celle, déjà avancée dans nos précédents congrès, d'un processus dépendant du peuple et non d'étapes aux contenu et contours définis a priori. Le souhait s'exprime de préciser le sens de ces notions.

Ainsi, c'est dans les réalités contradictoires du présent qu'émergent les matériaux de construction de l'avenir. Notre projet est porteur d'un idéal nourri des combats d'aujourd'hui: il met en évidence, dans la société telle qu'elle est et évolue, les nouveaux possibles, la projection de ce que peut vouloir l'être humain pour améliorer sa condition, et ce qui les contredit. Notre choix est celui d'une révolution de notre temps: par le mouvement de notre peuple et la force de la démocratie, avancer dans la voie d'une révolution humaine, citoyenne, solidaire.

C'est en ce sens que nous parlons de 'dépassement du capitalisme' pour caractériser cette conception neuve de la révolution. 'Dépassement' n'est pas 'adaptation': il ne s'agit en rien d'en rabattre sur l'objectif, qui est de passer à une autre organisation sociale. Mais il n'est pas non plus 'abolition' brusque, par décret, dont l'histoire a montré qu'elle ne prémunit ni contre les tares de l'ordre ancien ni même contre sa restauration. Le terme de 'dépassement' correspond à la conception d'un processus de transformation de la société - dont le rythme, la durée dépendent du peuple - qui permette de mettre en cause, jusqu'à les supprimer, l'exploitation, l'aliénation, les dominations, non pas en faisant table rase de la société actuelle, mais en s'appuyant, dans ce combat, sur le développement des acquis, besoins, potentiels de cette société. Nul ne peut prétendre définir à l'avance les constructions politiques et les ruptures par lesquelles cette transformation socialiste s'effectue, au rythme des luttes et des votes du peuple.

Telle est la visée communiste en laquelle s'inscrit la politique du Parti communiste (...)

## **LES CONDITIONS POLITIQUES DU CHANGEMENT.**

Comment progresser dans cette voie, ouvrir une issue progressiste? Quelles en sont les conditions politiques, que nous devons travailler à créer?

Nous avons répondu au 28e Congrès - c'est un point clé de notre mutation - en choisissant d'agir en faveur d'une nouvelle construction politique, associant dans une majorité au Parlement et dans un gouvernement toutes les forces de gauche, de progrès pour mettre en oeuvre avec le peuple la

politique de changement choisie par lui'. Une construction qui, insistions-nous, suppose 'une double condition: que le peuple ne se démette jamais de son pouvoir d'intervention et qu'il se donne les moyens d'influer sur le comportement des forces politiques par ses réflexions, ses actions, ses votes en faisant entendre avec clarté et précision ses exigences; qu'il mesure mieux que la gauche est pluraliste et qu'une audience trop faible de sa composante communiste la handicape et la dénature'.

L'échange d'idées a naturellement été particulièrement dense sur cette question de la nouvelle construction politique. Des communistes ont exprimé leur désaccord avec cet objectif. Certains parce qu'ils pensent que le Parti communiste est désormais seul à gauche et qu'il convient donc de rassembler autour de lui. D'autres parce qu'ils proposent de s'entendre avec certaines forces de gauche - par exemple adversaires de la monnaie unique - en opposition au Parti socialiste. D'autres encore proposent de contribuer à la formation d'un tel 'pôle de radicalité' comme un moment du rassemblement de toute la gauche et, dans le même temps, de demander aux formations de gauche et écologistes de dire clairement, sans attendre, si elles sont prêtes à gouverner ensemble: si oui, sur quelles bases? Sinon, pourquoi? Ces communistes proposent que notre parti, en liaison avec le mouvement populaire, demande à ces formations de dresser l'état des convergences, de prendre des initiatives communes à chaque fois que c'est possible et de poursuivre la discussion et le débat citoyens afin de surmonter les désaccords qui demeurent. Ils avancent ainsi l'idée d'un contrat de gouvernement qu'il conviendrait de discuter dès maintenant avec d'autres forces politiques.

La discussion a témoigné le plus souvent d'un accord avec la démarche mise en oeuvre depuis le 28e Congrès. Ainsi, la remarque a été faite que refuser la perspective d'une union des forces de gauche pour le changement, ce serait renoncer du même coup à un rassemblement populaire majoritaire pour cet objectif, donc à cet objectif lui-même. Comment emprunter une voie nouvelle pour cette union, qui ne répète pas ce qui a échoué? Pour aller de l'avant en ce sens, l'idée d'un 'pôle' radical a fréquemment été contestée, au motif qu'il ne s'agit pas d'opposer un 'pôle' à un autre dans la gauche, mais de rassembler celle-ci pour un réel changement. Cela n'est en rien contradictoire avec le fait de ne négliger aucune occasion de rassembler, même partiellement, les forces de gauche pour des objectifs progressistes.

Un changement réel ne peut être imaginable que s'il est le fruit d'un rassemblement majoritaire de notre peuple, donc d'une union de toutes les forces de gauche, de progrès, écologistes, respectueuse du pluralisme de toutes ses composantes et refusant toute hégémonie. Cet objectif n'exclut en rien rencontres, convergences, initiatives communes avec telle ou telle force. Toutes les dynamiques politiques qui permettent de donner plus de poids à la nécessité du rassemblement de l'ensemble des forces de gauche, de progrès et écologistes en faveur d'une alternative réelle ne peuvent qu'être encouragées.

Soyons précis: s'il est positif que ces forces se rencontrent, se parlent, confrontent leurs points de vue, il serait illusoire de penser qu'une union nouvelle permettant de promouvoir un réel changement pourra voir le jour grâce à ces seules discussions. Il y a besoin pour cela d'un développement nouveau de l'intervention citoyenne, pour donner davantage de force aux exigences



conditionnant ce changement, jusqu'à en faire la base sur laquelle des accords entre formations politiques devront se conclure.

Cette conception d'une union nouvelle fondée sur l'intervention citoyenne a suscité beaucoup de réflexions et de débats. Des communistes doutent de sa crédibilité. Soit parce qu'ils y repèrent un retour à une pratique ancienne: celle qui consiste à faire pression sur les états-majors. Soit parce qu'ils ne voient pas comment les citoyens pourraient intervenir sur les réalités politiques pour les modifier alors qu'ils sont privés de tout pouvoir réel de décision, que la 'délégation de pouvoir' imprègne toute la société, que la crise de la politique est si profonde.

D'autres tiennent au contraire cette conception pour une innovation et un atout réels. Ils remarquent qu'il ne s'agit pas (ou plus) de demander à celles et ceux qui sont d'accord avec nous de faire pression sur les autres forces politiques, mais de contribuer à ce que toutes et tous, par leurs actions et leurs débats, se donnent un projet politique de changement et rendent ainsi possible une union nouvelle des forces de progrès au diapason de ce projet. Ces communistes voient également dans les pratiques et les exigences démocratiques qui marquent la conduite des luttes sociales comme dans la réussite des forums pluralistes autant d'indices de la volonté d'intervention que nous voulons encourager. (...) »

30<sup>e</sup> congrès, 2000, Martigues

Congrès de la mutation et de la participation gouvernementale de 1997 – 2002

« (...) C'est une conception du communisme qui a échoué dans le siècle et non le communisme lui-même. Celui-ci, que les révolutions de notre temps rendent plus nécessaires que jamais, ne peut seulement continuer ce qu'il a annoncé. Pour promouvoir une alternative crédible au capitalisme, il doit construire aujourd'hui la cohérence nouvelle d'un projet, d'une pratique et d'une organisation adéquates : c'est cela que nous entendons par « Nouveau Parti communiste ». Notre histoire est un point d'appui ; notre époque, elle crée l'exigence et les potentialités d'un nouvel âge du communisme (...) »

Transformer notre société, qu'elle se libère du capitalisme signifie pour nous être efficaces à créer des rapports de forces politiques qui le permettent. Nous inscrivons résolument l'ensemble de l'action du Parti dans ces choix stratégiques, ce projet, cette visée communistes. Nous entendons redoubler d'efforts politiques pour mieux allier travail dans la majorité, au gouvernement, au Parlement, dans tous les lieux de pouvoir et activité dans le mouvement populaire ; rendre plus lisible notre apport original. Et contribuer ainsi à des rassemblements créant une dynamique nouvelle. Une dynamique d'idées, d'actions transformatrices et de conquêtes de nouveaux pouvoirs. Cette dynamique majoritaire de changement est l'objectif majeur de notre action. Notre participation à la majorité, au gouvernement depuis 1997 n'est pas un but en soi, elle constitue un élément d'une fonction communiste nouvelle, une dimension de notre stratégie pour la transformation de la société dans notre visée communiste. Les actes qui y correspondent relèvent de la décision de l'ensemble des communistes. Nous refusons de considérer la mondialisation capitaliste comme l'horizon indépassable de l'humanité et de réguler ces excès à la marge. En France, dans une majorité, un gouvernement dominés par le PS, nous travaillons à toutes les avancées favorables à nos concitoyens. Ainsi, nous militons pour que soient engagés des réformes

structurelles indispensables pour répondre aux exigences sociales. A tous les niveaux, nous cherchons à travailler pour infléchir plus à gauche la politique du gouvernement (...) Nous voulons ainsi contribuer à faire progresser, à partir de cette expérience, la confiance de notre peuple dans sa force et sa réflexion sur les changements radicaux nécessaires et possibles, et à faire grandir des luttes et des rapports de forces nouveaux en faveur de ces changements (...) Nous ne nous résignons pas aux rapports de force actuels dans la gauche. Nous voulons prendre mieux en compte l'existence d'autres forces militant pour des changements radicaux. Davantage qu'en termes de construction d'un « pôle » d'organisations à la gauche du PS, c'est en termes de convergences et de rassemblements sur des idées et des objectifs communs que nous abordons et développons nos rapports avec les forces, mouvements, personnalités très diverses qui agissent eux aussi pour des changements qui s'en prennent à la racine des problèmes. L'expérience du 16 octobre 1999 (manifestation pour l'emploi organisé par le PCF) – après celle de la liste Bouge l'Europe ou encore sur un autre plan les espaces citoyens – ont ouvert des pistes pour avancer dans ce sens (...)

34<sup>e</sup> congrès, 2008, rapport de Pierre Laurent

Après l'échec des collectifs libéraux, la présidentielle et le score de 1,7 %, en perspective les élections Européennes de 2009.

(...) Le titre de notre base commune le dit clairement : nous voulons un monde nouveau et nous voulons le construire au quotidien. Celles et ceux qui souffrent et aspirent à une société plus juste n'attendent pas. Notre ambition de changement est grande et elle est immédiatement concrète. Nous ne le remettons pas à plus tard. C'est le sens profond de notre démarche communiste, celle qui nous a animés à chacun des grands moments de notre histoire.

Nous savons que la mise en mouvement de dynamiques populaires, de dynamiques à vocation majoritaire est une clé de la réussite. Toutes nos expériences qu'elles aient abouti ou échoué, nous le confirment. Il n'y a pas d'automatisme, d'emboîtements idéal dans les processus de changements. La politique c'est de savoir provoquer et de saisir toutes les occasions de progresser. Voilà pourquoi nous voulons travailler de manière conjuguée et permanente aux luttes, aux rassemblements, aux interventions populaires, aux constructions politiques susceptibles de porter des objectifs de transformation sociale audacieux. Nous refusons dans cette démarche, toute hiérarchie préétablie. Définir notre projet de changement, c'est indissociablement énoncer les contenus des transformations nécessaires et les moyens politiques de leur réalisation. C'est autour d'objectifs de transformation, de leur co-élaboration, de leur appropriation populaire que nous voulons construire les cadres, les fronts, les alliances adaptés aux problèmes rencontrés et aux échéances affrontées (...) C'est ce que nous faisons par exemple pour l'Europe. C'est ce que nous visons avec l'ambition du Front progressiste et citoyen proposé dans la base commune (...) »

Résolution :

(...) Construire en toutes circonstances les luttes, les rassemblements, les dynamiques, les majorités citoyennes et politiques susceptibles de porter ces réformes, les choix de transformation et d'obtenir des avancées en ce sens. Ce qui suppose l'articulation permanente entre des constructions populaires pour les discuter, les élaborer, les soutenir et les mettre en œuvre ; des constructions unitaires avec des cadres, des fronts, des alliances adaptés aux contenus portés et aux échéances

affrontées, et la recherche du rassemblement de la gauche le plus large possible sur ces idées de transformation (...) »

La question du communisme est traitée dans la partie de la résolution consacrée du Parti :

« Nous devons affronter une contradiction évidente. Nous pensons que le communisme doit continuer d'être une référence fondamentale de notre action. Le communisme a beaucoup apporté aux combats d'émancipation. Dans notre pays, le PCF, depuis sa création a largement contribué au développement des libertés et aux grandes conquêtes sociales. Aujourd'hui, les valeurs de mise en commun, la volonté de mettre fin aux exploitations, aux aliénations et aux dominations prennent de l'actualité avec les évolutions du monde actuel. Notre visée, repensée à l'aune des enjeux contemporains conserve toute son actualité. Mais il faut en même temps reconnaître que la crise du communisme brouille la perception des valeurs qui les nôtres et notre image. Il nous faut analyser avec lucidité les éléments subjectifs et objectifs de ces difficultés auxquelles nous sommes confrontés notamment : les échecs tragiques des expériences qui se sont réclamées du communisme au XXe siècle ; le poids persistant dans les représentations de nos concitoyens du rapport qui a été le nôtre avec le monde soviétique, l'écart considérable qui sépare notre vision du communisme, d'expériences d'ailleurs elles-mêmes fort différenciées qui s'en réclament aujourd'hui ; les difficultés politiques que connaissent aujourd'hui nombre de partis communistes dans le monde, et leur grande hétérogénéité. Assumer notre choix communiste aujourd'hui, à partir d'une analyse renouvelée et actualisée du monde, nous renvoie donc au besoin impérieux de confronter ce qui est à dépasser, et ce qui est en train d'émerger pour faire vivre une conception neuve du communisme, de partage, et de liberté pour chacune et chacun, en somme une espérance révolutionnaire en prise avec les réalités et les aspirations de notre temps (...) Tant que notre démarche communiste ne sera pas perçue pour ce qu'elle est aujourd'hui notre combat sera entravé. Nous devons changer notre image, notamment en nous engageant à retravailler les symboles qui nous identifient dans la société afin qu'ils puissent mieux donner à voir le communisme du XXIe siècle qui est le nôtre (...) »

36<sup>e</sup> congrès, 2013

Après la présidentielle de 2012 où le PCF a soutenu avec le Front de Gauche la candidature de JL Mélenchon et en perspective des élections locales de 2014.

« L'issue : rompre avec le capitalisme

(...) C'est pourquoi nous parlons de révolution. Une révolution sociale citoyenne, pacifique, démocratique, et non pas la prise du pouvoir par une minorité. Un processus de changement crédible et ambitieux, visant à rompre avec les logiques du système. C'est pourquoi nous parlons de communisme, un communisme de nouvelle génération (...)

Faire grandir les fronts du changement :

A Chaque fois que nous le pouvons, nous voulons oeuvrer à rassembler toutes les forces disponibles afin d'ouvrir des brèches au changement. Sur chaque sujet, il s'agit de constituer le front le plus large pour gagner, comme nous avons voulu le faire face au TCE (...)

Sur le Front de Gauche qui est alors présenté comme un de ces fronts, s'en suit une analyse des aspects positifs, des contradictions et de ce qu'il devrait être.

37<sup>e</sup> congrès, 20016

Avant l'élection présidentielle de 2017 et le contexte du débat sur les primaires

« (...) Dans ces circonstances exceptionnelles et inédites, le Parti communiste, en fidélité aux grandes initiatives qu'il a su prendre dans l'histoire de notre pays, appelle à soutenir, participer aux mobilisations sociales, citoyennes et de la jeunesse, à pousser les convergences, à poser ces perspectives non comme un ralliement à telle ou telle stratégie politique, telle ou telle candidature, mais pour que le mouvement populaire définisse et garantisse ses propres solutions. Nous appelons donc, dans la durée, à un nouveau Front populaire et citoyen de lutte et de construction (...)le nouveau Front populaire et citoyen auquel nous appelons est à la fois fait de mobilisations sociales, de constructions citoyennes et d'alliances avec des courants transformateurs et réformistes prêts à agir avec nous pour un projet de transformation sociale (...)

Nous proposons aux citoyen-ne-s et à toutes les forces disponibles de travailler avec nous à redéfinir la gauche, son projet, ses valeurs, d'ancrer dans la durée un rassemblement qui respecte la souveraineté des organisations qui le composent et expérimente de nouvelles pratiques permettant à la grande majorité de notre peuple de réinvestir le champ politique, de construire une complémentarité d'action entre les composantes du mouvement populaire et progressiste, politiques, syndicales, associatives, intellectuelles et initier des fronts d'idées et d'actions à partir des luttes dans tous les domaines avec des millions de nos concitoyen-ne-s pour contrer l'idéologie dominante et obtenir des avancées concrètes à tous les niveaux.

Nous voulons participer à écrire une nouvelle page du combat de notre peuple qui renoue avec le récit émancipateur de la France, le récit de la gauche, le récit de la liberté, de la démocratie, de la République et des droits humains, le récit de l'égalité femme/homme, le récit de la sécurité et le justice sociales, le récit de la fraternité, de la solidarité, le récit de l'ouverture au monde et de la paix (...)

Dans ce congrès la question du communisme n'est mentionné que dans un sous-titre « Pour un communisme de nouvelle génération », sinon les termes utilisés sont ceux de « commun », d' « émancipation », de « dépassement » parfois qualifié de « dépassement progressif », « révolutionner la République »...

### **3. Extrait de l'intervention de Léon Blum au congrès de Tours (1920)**

Quand Blum prend la parole à Tours, il sait qu'il est ultra-minoritaire et si comme tout orateur, il s'adapte à son auditoire et à la prédominance de la thématique de la révolution parmi les délégués, il sait qu'il ne convaincra pas. Son discours est donc sincère et de ce point de vue instructif. Blum définit la révolution comme la transformation sociale totale du régime de propriété indépendamment des moyens utilisés et critique Lénine par un contre-sens. Il lui reproche de faire la prise du pouvoir un but en soi alors qu'elle ne devrait être qu'un moyen. Or chez Lénine, la prise

du pouvoir est aussi un moyen et le résultat de la mise en mouvement du peuple comme lors de la période qui s'écoule entre février et octobre 1917. Contrairement à ce qu'écrit Blum, Lénine n'est pas un blanquiste. Ce contre-sens vient en fait que pour Blum la rupture est renvoyée à très loin devenant ainsi un horizon abstrait voire rhétorique, sans conséquence pratique. Cela le conduira plus tard à distinguer l'exercice du pouvoir de sa conquête, et les socialistes à assumer le qualificatif de réformistes. Il reste que ce discours par ses problématiques permet d'éclairer et référer les évolutions doctrinales des communistes à partir des années 70 : réformes/révolution, évolution, transformation sociale, pouvoir, dictature du prolétariat...

« (...) Le débat n'est pas entre la conception réformiste et la conception révolutionnaire, mais entre deux conceptions révolutionnaires qui, en sont radicalement et essentiellement différentes l'une de l'autre. Laissez-moi vous dire que le réformisme, ou pour parler plus exactement le révisionnisme – j'aime mieux ce mot – il n'existe plus dans le socialisme national ni dans le socialisme international depuis le congrès d'Amsterdam et le pacte d'unité. La doctrine du Parti est une doctrine révolutionnaire. Si quelqu'un y manque, si quelqu'un y a manqué, c'est aux militants, aux Fédérations, aux Congrès, à appliquer les sanctions que le règlement prévoit. Mais, je ne connais pour ma part, en France, jusqu'ici qu'un socialisme, celui qui est défini par les statuts, mentionné sur notre carte, et qui est un socialisme révolutionnaire. J'ajoute en ce qui me concerne que je ne connais pas deux espèces de socialisme dont l'un serait révolutionnaire et dont l'autre ne le serait pas. Je ne connais qu'un socialisme, le socialisme révolutionnaire, puisque le socialisme est un mouvement d'idées et d'action qui mène à une transformation totale du régime de la propriété, et que la révolution c'est par définition, cette transformation même. Où donc est le point de désaccord, le point de conflit entre vous et nous ? Je vais essayer de le préciser. C'est bien entendu un désaccord capital.

Révolution, cela signifie, pour le socialisme traditionnel français : transformation d'un régime économique fondé sur la propriété privée en un régime fondé sur la propriété collective ou commune, voilà ce que cela veut dire. C'est cette transformation qui est par elle-même la révolution, et c'est elle seule, indépendamment de tous les moyens quelconques qui seront appliqués pour arriver à ce résultat.

Révolution, cela veut dire quelque chose de plus. Cela veut dire que ce passage d'un ordre de propriété à un régime économique essentiellement différent ne sera pas le résultat d'une série de réformes additionnées, de modifications insensibles de la société capitaliste.

Les progrès de la révolution sont parallèles avec l'évolution de la société capitaliste. La transformation sera donc nécessairement préparée par des modifications insensibles que subit la société capitaliste. Mais l'idée révolutionnaire comporte, à notre avis à tous, je crois, ceci : qu'en dépit de ce parallélisme, le passage de l'état de propriété à un autre ne se fera pas par la modification insensible et par l'évolution continue, mais qu'à un moment donné, quand on sera venu à la question essentielle, au régime même de la propriété, quels que soient les changements et les atténuations qu'on aura préalablement obtenus, il faudra une rupture de continuité, un changement absolu catégorique.

Nous entendons encore autre chose, par le mot révolution. C'est que cette rupture de continuité qui est le commencement de la révolution elle-même a, comme condition nécessaire, mais non suffisante, la conquête du pouvoir politique. C'est à la racine même de notre doctrine. Nous pensons, nous socialistes, que la transformation révolutionnaire de la propriété ne peut s'accomplir que lorsque nous aurons conquis le pouvoir politique. (Exclamations, Applaudissements, Bruit) Si un délégué à un congrès socialiste, ayant nécessairement cinq ans de présence dans le Parti, en vient à contester des assertions comme celles que je viens d'émettre, il n'y a plus de discussion possible. (Applaudissements)

Un délégué : Vous dissipez toute équivoque en disant qu'il ne s'agit pas, dans votre pensée, de la conquête électorale.

Léon Blum : On m'invite à dissiper un malentendu. J'allais le faire. La conquête des pouvoirs publics, qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie : prise de l'autorité centrale qui, actuellement, s'appelle l'État, par n'importe quels moyens, sans que ni les moyens légaux, ni les moyens illégaux soient exclus. (Applaudissements, Bruit) C'est la pensée socialiste.

Le président : Laissez donc terminer le citoyen Blum. Notre camarade est fatigué. Et c'est très gênant de parler dans cette atmosphère.

Léon Blum : Le socialisme international et le socialisme français n'ont jamais limité les moyens dont ils se serviraient pour la conquête du pouvoir politique. Lénine lui-même a admis qu'en Angleterre le pouvoir politique pourrait parfaitement être conquis par les moyens électoraux. Mais il n'y a pas un socialiste, si modéré soit-il, qui se soit jamais condamné à n'attendre que d'un succès électoral la conquête du pouvoir. Là-dessus, il n'y a aucune discussion possible. Notre formule à tous est cette formule de Guesde, que Bracke me répétait il y a quelque temps : « Par tous les moyens, y compris les moyens légaux. » Mais cela dit, où apparaît le point de divergence ? Il apparaît en ceci, c'est que la conception révolutionnaire que je viens de vous indiquer, et qui était celle de Jaurès, de Vaillant, de Guesde, a toujours eu à se défendre contre deux déviations contraires et a toujours frayé difficilement son chemin entre une déviation de droite et une déviation de gauche. La première est précisément cette déviation réformiste dont je parlais tout à l'heure. Le fond de la thèse réformiste, c'est que, sinon la totalité de la transformation sociale, du moins ce qu'il y a de plus substantiel dans les avantages qu'elle doit procurer à la classe ouvrière, peut être obtenu sans crise préalable du pouvoir politique. Là est l'essence du réformisme.

Mais il y a une seconde erreur, dont je suis bien obligé de dire qu'elle est, dans son essence, anarchiste. C'est celle qui consiste à penser que la conquête des pouvoirs publics est par elle-même une fin, alors qu'elle n'est qu'un moyen, qu'elle est le but, alors qu'elle n'est que la condition, qu'elle est la pièce, alors qu'elle n'est que le prologue.

Que la fin révolutionnaire, que l'idéal révolutionnaire, ce soit la prise des pouvoirs publics en elle-même et par elle-même, indépendamment de la transformation sociale dont elle doit devenir le moyen, cela, je le répète, c'est une conception anarchiste. Car, lorsque vous raisonnez ainsi, quel est le seul résultat positif, certain, que vous avez en vue ? C'est la destruction de l'appareil gouvernemental actuel. Lorsque vous vous fixez à vous-même comme but la prise du pouvoir, sans être sûr que cette prise du pouvoir puisse aboutir à la transformation sociale, le seul but positif de votre renfort, c'est la destruction de ce qui est, et que l'on appelle l'appareil gouvernemental

bourgeois. Erreur anarchiste dans son origine et qui, à mon avis, est à la racine de la doctrine communiste. Je fais en ce moment une démonstration, non pas pour gêner les uns ou servir les autres, mais pour apporter le plus possible de clarté dans la discussion de cet ensemble de doctrines que j'ai, pour ma part, pendant des semaines, étudié avec un mélange de probité et d'anxiété. Ouvrez votre carte du Parti. Quel est l'objet que le parti socialiste jusqu'à présent se donnait à lui-même ? C'est la transformation du régime économique.

Ouvrez les statuts de l'Internationale communiste. Lisez l'article dans lequel l'Internationale définit son but. Quel est ce but ? la lutte à la main armée contre le pouvoir bourgeois.

Je vais tout de suite vous montrer, faisant de votre propre doctrine un effort d'explication dont vous devriez me savoir plus de gré, à quoi correspond, selon moi, cette conception. Je veux montrer à quoi, dans la pensée de Lénine et des rédacteurs des thèses, correspond cette nouvelle notion révolutionnaire. Elle répond à cette pensée, profondément ancrée dans l'esprit des rédacteurs des thèses et qui revient sans cesse : c'est qu'il est impossible, avant la prise des pouvoirs publics, d'accomplir un travail de propagande et d'éducation ouvrière efficace. Ce qui revient à dire que la conquête des pouvoirs publics n'est pas seulement, comme nous l'avons toujours dit, la condition de la transformation sociale, mais qu'elle est déjà la condition des premiers efforts d'organisation et de propagande qui devront plus tard mener à cette transformation.

Ce que pense Lénine, c'est que tant que la domination de la classe capitaliste sur la classe ouvrière ne sera pas brisée par la violence, tout effort pour rassembler, éduquer et organiser cette classe ouvrière demeurera nécessairement vain. De là cette sommation impérative d'avoir à prendre le pouvoir tout de suite, le plus vite possible, puisque c'est de cette conquête que vont dépendre, non pas seulement vos efforts terminaux, mais vos efforts initiaux, puisque même les premiers éléments de votre tâche socialiste ne commenceront que quand vous aurez pris le pouvoir.

Mais cela - je demande pardon de le répéter à ceux qui l'ont déjà entendu - je le conçois quand on est en présence d'un prolétariat tel que le prolétariat russe et d'un pays tel que la Russie, où l'on n'avait fait avant la prise du pouvoir aucune propagande d'ensemble efficace. On peut alors s'imaginer qu'avant tout il faut briser le pouvoir bourgeois pour que cette propagande même devienne possible. Mais, dans nos pays occidentaux, est-ce que la situation est la même ? Je me refuse à concéder que, jusqu'à cette conquête des pouvoirs publics, que vous ferez sans doute demain, il n'y aura pas eu dans ce pays une propagande socialiste. Je me refuse à dire que tout le travail passé n'a servi de rien, et que tout est à faire. Non, beaucoup a été fait, et vous n'avez pas le droit de vous démentir et de vous renier aujourd'hui.

Sans m'égarer dans aucune démonstration oratoire, je veux montrer jusqu'au bout cette différence entre les deux conceptions révolutionnaires : celle qui voit dans la transformation le but et dans la conquête des pouvoirs publics un moyen ; celle qui, au contraire, voit dans la conquête du pouvoir, le but. Est-ce que vous croyez qu'elle n'a qu'une importance de casuistique, qu'elle n'affronte que des docteurs socialistes avec leur bonnet carré ? Non, elle est capitale en ce sens qu'elle mène à deux conceptions absolument différentes de l'organisation et de la propagande.

Si vous estimez que le but c'est la transformation, que c'est la transformation qui est la révolution, alors tout ce qui, même dans le cadre de la société bourgeoise, peut préparer cette transformation,

devient travail révolutionnaire. Si là est la révolution, alors l'effort quotidien de propagande qu'accomplit le militant, c'est la révolution avançant un peu chaque jour.

Tout ce qui est organisation et propagande socialiste, tout ce qui est extension à l'intérieur de la société capitaliste de ces organisations ouvrières de toutes sortes, sur lesquelles la société collectiviste reposera un jour, tout cela est révolutionnaire.

Un délégué : Les radicaux alors !

Léon Blum : Et les réformes mêmes, dont Sembat parlait en des termes qui eussent dû réunir l'unanimité de cette assemblée, si elles servent à accroître, à consolider les emprises de la classe ouvrière sur la société capitaliste, si elles lui donnent plus d'allant et de courage, si elles aiguissent son ardeur militante, les réformes aussi, prises dans ce sens, sont révolutionnaires. Et c'est dans ce sens seulement que nous les avons défendues, que nous voulons continuer à les défendre. Mais si, au contraire, l'objet unique est la prise des pouvoirs publics le plus promptement possible, alors toute cette activité devient inutile en effet. Lorsque nous avons discuté, il y a deux ans, le programme électoral, Lorient nous disait déjà : « Je ne conteste pas la valeur socialiste des réformes, en théorie. Mais aujourd'hui, en fait, la situation est telle, la crise révolutionnaire est si proche, que des réformes... » (Interruptions et bruits.)

Le congrès comprendra que j'ai de la peine à suivre un raisonnement au milieu de pareilles interruptions...

« Si la crise est si proche, et si cette crise est la révolution, alors, en effet, n'a de valeur révolutionnaire que ce qui prépare, pour le plus bref délai possible, la conquête des pouvoirs publics. » On comprend alors toute votre conception d'organisation, car elle est faite en vue de cela, faite pour qu'aucune occasion ne soit perdue, pour que les troupes d'attaque soient toujours là bien en main, prêtes à obéir au premier signal, chaque unité transmettant au-dessous d'elle l'ordre reçu d'en haut. (Interruptions)

J'en demande pardon à l'assemblée, mais elle peut se rendre compte qu'il y a une certaine solidarité logique dans les remarques que je lui apporte ; elles font un tout dans ma pensée. Je demande que l'on ne me rende pas la tâche encore plus malaisée par des interruptions qui, forcément, me font dévier de la ligne que je me suis tracée.

Cette idée de la conquête des pouvoirs publics, chez vous, où vous mène-t-elle encore ? Vous savez bien, puisque le nombre vous importe peu, que vous ne ferez pas la conquête des pouvoirs publics avec vos seules avant-gardes communistes. À cette théorie d'organisation que j'ai analysée, vous ajoutez donc de la tactique des masses, par un souvenir de la vieille doctrine blanquiste, car la filiation est certaine.

Vous pensez, profitant d'une circonstance favorable, entraîner derrière vos avant-gardes les masses populaires non communistes, non averties de l'objet exact du mouvement, mais entretenues par votre propagande dans un état de tension passionnelle suffisamment intense. C'est bien là votre conception. Avec cela, qu'est-ce que le blanquisme a fait, pas grand-chose... En ces dernières années, il n'est même pas arrivé à prendre une caserne de pompiers sur le boulevard de la Villette... mais c'est à l'idée même, sans m'attarder à chercher si elle est réalisable ou non en fait, c'est à la conception théorique que je veux m'en prendre.



Cette tactique des masses inconscientes, entraînées à leur insu par des avant-gardes, cette tactique de la conquête des pouvoirs publics par un coup de surprise en même temps que par un coup de force, mes amis et moi, nous ne l'admettons pas, nous ne pouvons pas l'admettre. Nous croyons qu'elle conduirait le prolétariat aux plus tragiques désillusions. Nous croyons que, dans l'état actuel de la société capitaliste, ce serait folie que de compter sur les masses inorganiques. Nous savons, en France, ce que sont les masses inorganiques. Nous savons derrière qui elles vont un jour et derrière qui elles vont le lendemain. Nous savons que les masses inorganiques étaient un jour derrière Boulanger et marchaient un autre jour derrière Clemenceau... (Applaudissements).

Nous pensons que tout mouvement de prise du pouvoir qui s'appuierait sur l'espèce de passion instinctive, sur la violence moutonnaire des masses profondes et inorganiques, reposerait sur un fondement bien fragile et serait exposé à de bien dangereux retours. Nous ne savons pas avec qui seraient, le lendemain, les masses que vous auriez entraînées la veille. Nous pensons qu'elles manqueraient peut-être singulièrement de stoïcisme révolutionnaire.

Nous pensons qu'au premier jour où les difficultés matérielles apparaîtraient, le jour où la viande ou le lait arriveraient avec un peu de retard, vous ne trouveriez peut-être pas chez elles la volonté de sacrifice continu et stoïque qu'exigent, pour triompher jusqu'au bout, les mouvements que vous envisagez. Et ceux qui auraient marché derrière vous la veille seraient peut-être, ce jour-là, les premiers à vous coller au mur.

Non, ce n'est pas par la tactique des masses inorganiques entraînées derrière vos avant-gardes communistes que vous avez des chances de prendre le pouvoir. Vous avez des chances de prendre le pouvoir dans ce pays, savez-vous comment ? Par de vastes mouvements ouvriers à caractère organique, supposant une éducation et une puissance de moyens poussés aussi loin que possible. Vous ne ferez pas la révolution avec ces bandes qui courent derrière tous les chevaux. Vous la ferez avec des millions d'ouvriers organisés, sachant ce qu'ils veulent, quelles méthodes ils emploieront pour aller au but, prêts à accepter les souffrances et les sacrifices nécessaires.

Votre doctrine qui, d'avance, fait fi du recrutement... (Applaudissements, interruptions, bruit) votre parti qui, d'avance, fait fi du recrutement, qui coupe en tronçons les syndicats comme s'ils étaient trop puissants (applaudissements et bruit), votre parti a manqué d'avance son aventure (...)

Je reviens à ma démonstration purement théorique. Je vous ai montré ce qu'avait été et ce que serait l'organisation du Parti, ce qu'était notre conception révolutionnaire et ce que serait la vôtre. C'est de ce double désaccord que résulte notre conflit sur la question que les thèses de Moscou considèrent comme fondamentale, car il n'y a pas de ligne des thèses où elle ne se retrouve, je veux parler de la question de la dictature du prolétariat.

Nous en sommes partisans. Là aussi, nul désaccord de principe. Nous en sommes si bien partisans que la notion et la théorie de la dictature du prolétariat ont été insérées par nous dans un programme qui était un programme électoral. Nous n'avons donc peur ni du mot, ni de la chose.

J'ajoute que, pour ma part, je ne pense pas, bien que Marx l'ait écrit, et plus récemment Morris Hilquist, que la dictature du prolétariat soit tenue de conserver une forme démocratique. Je crois impossible, d'abord, comme on l'a tant répété, de concevoir d'avance et avec précision quelle forme revêtirait une telle dictature, car l'essence même d'une dictature est la suppression de toute forme préalable et de toute prescription constitutionnelle. La dictature, c'est le libre pouvoir donné à

un ou plusieurs hommes de prendre toutes les mesures quelconques qu'une situation déterminée comporte. Il n'y a, par conséquent, aucune possibilité de déterminer d'avance quelle forme aura la dictature du prolétariat, et c'est même une pure contradiction.

Où est par conséquent le désaccord ? Il n'est pas non plus dans le fait que la dictature du prolétariat soit exercée par un parti. En fait, en Russie, la dictature n'est pas exercée par les Soviets, mais par le Parti communiste lui-même. Nous avons toujours pensé en France que demain, après la prise du pouvoir, la dictature du prolétariat serait exercée par les groupes du Parti socialiste lui-même devenant, en vertu d'une fiction laquelle nous acquiesçons tous, le représentant du prolétariat tout entier. La différence tient, comme je vous l'ai dit, à nos divergences sur l'organisation et sur la conception révolutionnaire. Dictature exercée par le Parti, oui, mais par un parti organisé comme le nôtre, et non pas comme le vôtre. (Exclamations)

Dictature exercée reposant sur la volonté et sur la liberté populaire, sur la volonté des masses, par conséquent dictature impersonnelle du prolétariat. Mais non pas une dictature exercée par un parti centralisé, où toute l'autorité remonte d'étage en étage et finit par se concentrer entre les mains d'un comité patent ou occulte. Dictature d'un parti, oui, dictature d'une classe, oui, dictature de quelques individus, connus ou inconnus, cela, non. (Applaudissements sur divers bancs)

De même que la dictature doit être impersonnelle, elle doit être, selon nous, temporaire, provisoire. C'est-à-dire que nous admettons la dictature, si la conquête des pouvoirs publics n'est pas poursuivie comme but en soi, indépendamment des circonstances de toutes sortes qui permettront, dans un délai suffisamment bref, la transformation révolutionnaire elle-même. Mais si l'on voit, au contraire, dans la conquête du pouvoir, un but immédiat, si l'on imagine, contrairement à toute la conception marxiste dans l'histoire, qu'elle est l'unique procédé pour préparer cette transformation sur laquelle ni l'évolution capitaliste ni notre propre travail de propagande n'auraient d'effet, si par conséquent un décalage trop long et un intervalle de temps presque infini devaient s'interposer entre la prise du pouvoir - condition - et la transformation révolutionnaire - but - alors nous ne sommes plus d'accord. Alors, nous vous disons que votre dictature n'est plus la dictature temporaire qui vous permettra d'aménager les derniers travaux d'édification de votre société. Elle est un système de gouvernement stable, presque régulier dans votre esprit, et à l'abri duquel vous voulez faire tout le travail (...)